Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
L.
-3 JUIN 1956
Transmis à M. coordination(1)
Overgemaakt aan de H.

MTL.

L.5266/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 juin 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant celui du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre (Forces Armées)", a donné le 4 juillet 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e juni 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "dat het koninklijk besluit van 29 april 1954, betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader om,wijzigt (Krijgsmachten)", heeft de 4e juli 1956 het volgend advies gegeven :

I. En employant dans ses articles 1er et 4 l'appellation "Service administratif", le projet emploie, pour désigner le service qu'il vise, une appellation qui n'existe pas dans l'arrêté royal du 17 novembre 1952 déterminant, pour les cadres actifs et de complément de la Force terrestre, le nombre d'officiers de chaque grade et leur répartition entre les armes et services, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1956.

Le projet vise en réalité les officiers d'administration faisant partie du service financier de la Force terrestre; c'est cette dernière appellation qu'il y a lieu d'employer.

II. L'article 4 apporte différentes modifications à l'article 9 de l'arrêté royal du 29 avril 1954. Il prévoit notamment que les tableaux de classement établis à l'issue de l'épreuve littéraire et scientifique ne seront "clôturés que lorsque sont connus les résultats de l'examen médical prévu à l'article 12, 3°, ainsi que des épreuves d'aptitude physique et des épreuves psychotechniques dont question à l'article 12, 4°".

Comme, d'une part, le projet ne modifie pas la disposition de l'article 9 qui prévoit que les candidats sont classés entre eux "suivant la moyenne générale obtenue à l'épreuve littéraire et scientifique" et comme, d'autre part, l'examen médical ainsi que les épreuves d'aptitude physique et les épreuves psychotechniques sont postérieures à l'épreuve littéraire et scientifique et sans effet sur le classement établi à l'issue de celle-ci, la disposition examinée est dénuée d'utilité et devrait être omise.

.../...

III. L'article 43 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 dispose que "l'examen que les candidats sous-lieutenants des services par la voie du cadre doivent subir comprend, outre l'épreuve littéraire et scientifique dont il est question au chapitre Ier, des épreuves professionnelles. Ces épreuves sont réglées par les dispositions du chapitre II.

En abrogeant les articles 43 et 44 qui forment la section IV du chapitre III de cet arrêté royal pour insérer les dispositions de ces articles au chapitre II du même arrêté, le projet n'y apporte que des modifications de pure forme. Les raisons de convenance qui les inspirent ne suffisent guère à justifier les inconvénients inhérents à toute modification d'un texte existant. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de maintenir dans le chapitre III la section IV relative aux candidats sous-lieutenants des services de la force navale; les articles 5, 6,1°, 8 et 10 du projet doivent, dès lors, être omis.

IV. En disposant à l'article 7, appelé à remplacer l'article 16 de l'arrêté royal du 29 avril 1954, que "la cote obtenue à l'issue du cours dont question à l'article 11, 2°, détermine, pour les candidats à promouvoir au grade de sous-lieutenant, l'ordre dans lequel ils sont classés pour la nomination au grade de sous-lieutenant", le projet établit les règles d'un classement sans tenir compte de l'épreuve professionnelle finale à laquelle se réfère l'article 11, 3°.

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de ne tenir compte que de la seule cote obtenue à cette épreuve finale, il y a lieu de modifier le projet en conséquence.

V. L'article 7 du projet qui remplace l'article 16 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 par une nouvelle disposition, y insère notamment l'article 44 de cet arrêté légèrement modifié. En disposant que les candidats visés dans cette disposition sont classés pour leur avancement après certains autres, le projet prend une disposition réservée par l'article 118 de la Constitution au législateur. La matière fait d'ailleurs l'objet des articles 13 et 15 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale. Il y a, dès lors, lieu de l'omettre.

Si les candidats visés à l'article 44 de l'arrêté royal sont classés après certains autres, aucune disposition ne règle le classement de ces candidats entre eux; le Conseil d'Etat se demande s'il n'y aurait pas lieu, afin d'éviter d'éventuelles difficultés, de compléter sur ce point les règles du classement.

VI. L'article 9 du projet remplace l'article 51 de l'arrêté royal du 29 avril 1954 qui a épuisé ses effets, par une disposition portant dérogation aux articles 1er et 3. Le Conseil d'Etat propose d'insérer cette disposition non dans le chapitre IV qui contient

.../...

des dispositions générales et transitoires, mais bien sous forme d'article 3 bis dans le chapitre Ier qui a trait à l'épreuve littéraire et scientifique que l'article concerne.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après :

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 7 modifié par les lois des 14 juillet 1930 et 30 mai 1951;

.../...

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, notamment l'article 13 modifié par la loi du 14 juin 1951;

Vu la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, notamment les articles 9, 10 et 11;

Vu la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, notamment l'article 34;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.- (article 1er du projet)

L'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 avril 1954 est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre de la Défense nationale fixe, avant la date de clôture des inscriptions , le nombre de concurrents qui, ayant réussi l'épreuve, seront admis à recevoir la formation d'officier dans les armes de la force terrestre, dans le service financier de cette force, et dans chaque catégorie de la force aérienne et de la force navale".

.../...

Article 2.-

Un article 3 bis rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

"Article 3 bis.- Par dérogation à l'article 1er, le Ministre de la Défense nationale peut, dans les cas qu'il détermine, autoriser les élèves de l'école royale militaire qui ont dû quitter l'école, à suivre la formation d'officier par la voie du cadre sans présenter l'épreuve littéraire et scientifique.

Ces candidats sont comptés en surnombre du chiffre fixé en application de l'article 3, alinéa 2".

Article 3.- (article 2 du projet)

L'article 4, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Cette épreuve est commune aux candidats des diverses forces. Le Ministre de la Défense nationale peut, toutefois, organiser une épreuve distincte :

pour les candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne;

pour les candidats officiers du personnel technicien de la force aérienne;

pour les candidats officiers du personnel de pont de la force navale;

pour les candidats officiers du personnel technicien de la force navale".

.../...

Article 4.- (article 3 du projet)

L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 7.- Le Ministre de la Défense nationale peut soumettre à une épreuve préliminaire les candidats à l'épreuve littéraire et scientifique, à l'exception de ceux qui sont élèves d'une des écoles des forces armées préparant à cette épreuve et de ceux qui ont satisfait précédemment à certaines épreuves qu'il détermine".

Article 5.- (article 4 du projet)

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 9 du même arrêté :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Un tableau de classement distinct pour les armes de la force terrestre, pour le service financier de cette force et pour chaque catégorie de la force aérienne et de la force navale est établi à l'issue de l'épreuve littéraire et scientifique";

2° le § 2, 2°, 1er alinéa, est remplacé par la disposition suivante :

"Les volontaires de carrière non prévus au 1° qui comptaient, comme volontaires de carrière, au moins un an de service le jour de la clôture des inscriptions; les officiers de réserve qui étaient, le jour de la clôture des inscriptions, en rappel de longue durée";

.../...

3° le § 3 est complété par la disposition suivante :

"Les candidats ayant contracté un engagement dans les écoles des forces armées préparant à l'épreuve littéraire et scientifique jouissent de la priorité dans les trois forces".

Article 6.- (article 6, 2°, du projet)

L'article 11, 1er alinéa, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

"1° le cycle de formation des candidats sous-officiers de réserve ou, dans les cas déterminés par le Ministre de la Défense nationale, un cycle de formation spécialisée; en est dispensé le candidat ayant suivi antérieurement avec succès un cycle de formation de valeur au moins égale à celle des cycles prévus ci-dessus".

Article 7.- (article 7, 1°, du projet)

L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16.- La cote obtenue à l'épreuve professionnelle finale prévue à l'article 11, 3° , détermine, pour les candidats à promouvoir au grade de sous-lieutenant, l'ordre dans lequel ils sont classés pour la nomination au grade de sous-lieutenant".

.../...

Article 8.- (article 7, 2°, du projet)

L'article 44, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Pour leur nomination, ces candidats sont classés après les candidats sous-lieutenants des services qui ont réussi l'épreuve professionnelle finale au cours de l'année où les intéressés ont terminé avec succès les cours de l'école supérieure de navigation".

Article 9.- (article 11 du projet)

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 10.- (article 12 du projet)

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

I. In de artikelen 1 en 4 gebruikt het ontwerp de benaming "Administratieve dienst" en bedient het zich aldus ter aanwijzing van bedoelde dienst, van een benaming die niet voorkomt in het koninklijk besluit van 17 november 1952 tot vaststelling, voor het actief en het aanvullingskader van de landmacht van het aantal officieren van elke graad en van hun verdeling over de wapens en diensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1956.

Het ontwerp bedoelt in feite de officieren van administratie die deel uitmaken van de financiële dienst van de landmacht; deze benaming verdient dan ook de voorkeur.

II. Artikel 4 brengt een aantal wijzigingen aan in artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 april 1954. Het bepaalt onder meer dat "de rangschikkingslijsten opgemaakt na afloop van het letterkundig en wetenschappelijk examen evenwel niet worden afgesloten alvorens de uitslagen van het geneeskundig onderzoek voorzien in artikel 12, 3°, evenals van de proeven voor lichamelijke geschiktheid en van de psychotechnische proeven waarvan sprake in artikel 12, 4°, gekend zijn".

Aangezien het ontwerp enerzijds geen wijziging aanbrengt in artikel 9, volgens hetwelk de kandidaten onderling worden gerangschikt "volgens het algemeen gemiddelde, dat zij in het letterkundig en wetenschappelijk examen hebben behaald" en aangezien anderzijds het geneeskundig onderzoek en de proeven voor lichamelijke geschiktheid en de psychotechnische proeven na het letterkundig en wetenschappelijk examen plaats hebben en geen invloed hebben op de rangschikking die na afloop van dit examen wordt opgemaakt, heeft de onderzochte bepaling geen nut en dient zij te vervallen.

.../...

III. Artikel 43 van het koninklijk besluit van 29 april 1954 zegt : "Het examen dat de kandidaat-onderluitenants van de diensten langs het kader moeten afleggen, omvat behalve het letterkundig en wetenschappelijk examen waarvan in hoofdstuk I sprake is, ook vakexamens. Voor deze examens geldt het bepaalde in hoofdstuk II".

Door het opheffen van de artikelen 43 en 44, die afdeling IV van hoofdstuk III van dit koninklijk besluit vormen, en door het invoegen van de tekst van deze artikelen in hoofdstuk II van hetzelfde besluit, brengt het ontwerp slechts vormwijzigingen aan. De argumenten die voor deze wijzigingen mochten pleiten volstaan nauwelijks om de bezwaren te ondervangen, die aan elke wijziging van een bestaande tekst zijn verbonden. De Raad van State adviseert, afdeling IV betreffende de kandidaat-onderluitenants der diensten van de zeemacht in hoofdstuk III te behouden; de artikelen 5, 6, 1°, 8 en 10 van het ontwerp moeten dus weggelaten worden.

IV. In artikel 7, dat artikel 16 van het koninklijk besluit van 29 april 1954 moet vervangen, zegt het ontwerp "het waardecijfer op het einde van de cursus, waarvan sprake in artikel 11, 2°, behaald, bepaalt voor de kandidaten die tot de rang van onderluitenant moeten bevorderd worden, de volgorde van hun benoeming tot de rang van onderluitenant" en stelt aldus de regelen van een rangschikking vast, zonder rekening te houden met het eindvakexamen waarnaar artikel 11, 3°, verwijst.

.../...

Daar de Regering wenst dat alleen rekening wordt gehouden met het in het eindvakexamen behaalde waardecijfer dient het ontwerp dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

V. Artikel 7 van het ontwerp, dat artikel 16 van het koninklijk besluit van 29 april 1954 door een nieuwe bepaling vervangt, voegt daarin onder meer artikel 44 van dit besluit, licht gewijzigd. Wanneer het ontwerp voorschrijft dat de aldaar bedoelde kandidaten ten aanzien van hun bevordering na sommige andere kandidaten worden gerangschikt, treft het een voorziening, die artikel 128 van de Grondwet aan de wetgever opdraagt. Deze stof is overigens geregeld in de artikelen 13 en 15 van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht. Deze bepaling dient dus te vervallen.

Terwijl de in artikel 44 van het koninklijk besluit bedoelde kandidaten na sommige andere kandidaten worden gerangschikt, is de onderlinge rangschikking van deze kandidaten nergens geregeld; de Raad van State vraagt zich af, of de regelen van de rangschikking in dit opzicht geen aanvulling behoeven ter voorkoming van eventuele moeilijkheden.

VI. Artikel 9 van het ontwerp vervangt artikel 51 van het koninklijk besluit van 29 april 1954 dat buiten werking is gesteld door een bepaling houdende afwijking van de artikelen 1 en 3. De Raad van State stelt voor, deze bepaling niet in te voegen in hoofdstuk IV, dat algemene en overgangsbepalingen bevat, maar wel als een artikel 3 bis in hoofdstuk I, dat betrekking heeft op het letterkundig en wetenschappelijk examen, waarover in dat artikel sprake is.

\+

\+ \+

.../...

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal opmerkingen over de vorm te maken, waarmede de onderstaande tekst rekening houdt :

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 1954, betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 68 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 september 1924 op de stand en de bevordering der officieren, inzonderheid op artikel 7 gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1930 en 30 mei 1951;

Gelet op de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht, inzonderheid op artikel 13 gewijzigd bij de wet van 14 juni 1951;

Gelet op de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering der officieren van de zeemacht, inzonderheid op de artikelen 9, 10 en 11;

Gelet op de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren der actieve kaders van de zeemacht, inzonderheid op artikel 34;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1954 betreffende de werving van de officieren van het actief kader langs het kader;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.- (artikel 1 van het ontwerp)

Artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 april 1954 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt, vóór de datum waarop de inschrijvingen worden gesloten, hoeveel van de voor dat examen geslaagde mededingers de opleiding van officier in de wapens van de landmacht, in de financiële dienst van deze macht en in iedere categorie van luchtmacht en zeemacht zullen mogen ontvangen".

Artikel 2.-

In hetzelfde besluit wordt een als volgt luidend artikel 3 bis ingevoegd :

"Artikel 3 bis.- In afwijking van artikel 1 kan de Minister van Landsverdediging in door hem vastgestelde gevallen, de leerlingen van de koninklijke militaire school die de school hebben moeten verlaten, machtigen tot het volgen van de opleiding van officier langs het kader zonder het letterkundig en wetenschappelijk examen af te leggen.

.../...

Deze kandidaten worden geteld boven het getal, dat bij toepassing van artikel 3, tweede lid, is vastgesteld".

Artikel 3.- (artikel 2 van het ontwerp)

Artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Dit examen is gemeen aan de kandidaten van de verschillende krijgsmachtdelen. De Minister van Landsverdediging kan evenwel een afzonderlijk examen inrichten :

voor de kandidaat-officieren van het varend personeel van de luchtmacht;

voor de kandidaat-officieren van het technisch personeel van de luchtmacht;

voor de kandidaat-officieren van het dekpersoneel van de zeemacht;

voor de kandidaat-officieren van het technisch personeel van de zeemacht".

Artikel 4.- (artikel 3 van het ontwerp)

Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 7.- De Minister van Landsverdediging kan de kandidaten voor het letterkundig en wetenschappelijk examen aan een voorafgaand examen onderwerpen, met uitzondering van kandidaten : die leerling zijn aan een der scholen van de krijgsmacht welke voor dat examen voorbereiden en van kandidaten die vroeger bepaalde door hem aangewezen examens met goed gevolg hebben afgelegd".

.../...

Artikel 5.- (artikel 4 van het ontwerp)

In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 1. Na afloop van het letterkundig en wetenschappelijk examen wordt een afzonderlijke rangschikkingslijst opgemaakt voor de wapens van de landmacht, voor de financiële dienst van deze macht en voor elke categorie van de luchtmacht en de zeemacht";

2° § 2, 2°, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De niet onder 1° bedoelde beroepsvrijwilligers die als zodanig tenminste één jaar dienst hebben op de dag van het sluiten der inschrijvingen; de reserveofficieren die op de dag van het sluiten der inschrijvingen een vrijwillige wederoproeping van lange duur doormaakten";

3° § 3 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De kandidaten, die een dienstverbintenis hebben aangegaan in de scholen van de krijgsmacht, welke tot het letterkundig en wetenschappelijk examen voorbereiden, genieten voorrang in de drie krijgsmachtdelen".

.../...

Artikel 6.- (artikel 6, 2°, van het ontwerp)

Artikel 11, eerste lid, 1°, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° de cyclus tot opleiding van de kandidaat-reserve-onderofficieren of, in door de Minister van Landsverdediging bepaalde gevallen, een cyclus voor gespecialiseerde opleiding; hiervan is vrijgesteld de kandidaat die vroeger een cyclus tot opleiding van ten minste dezelfde waarde als die van de hierboven genoemde cyclussen met goed resultaat heeft gevolgd".

Artikel 7.- (artikel 7, 1°, van het ontwerp)

Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.- Het waardecijfer behaald bij het in artikel 11, 3°, bedoeld eindvakexamen bepaalt voor de kandidaten, die tot de graad van onderluitenant zijn te bevorderen, de volgorde waarin zij voor de benoeming tot de graad van onderluitenant zijn gerangschikt".

Artikel 8.- (artikel 7, 2°, van het ontwerp)

Artikel 44, derde lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor hun benoeming, worden deze kandidaten gerangschikt na de kandidaat-onderluitenants van de diensten, die voor het eindvakexamen zijn geslaagd in de loop van het jaar, waarin de belanghebbenden de lessen aan de Hogere Zeevaartschool met goed resultaat hebben geëindigd.

.../...

Artikel 9.- (artikel 11 van het ontwerp)

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 10.- (artikel 12 van het ontwerp)

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ, J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. REMION, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.